

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Le Roux, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2203381	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande indemnitaire : Demande la condamnation de la Région Bretagne au versement d'une somme en réparation des préjudices subis suite au sinistre survenu le 3 octobre 2020 occasionnés par la chute de la cime d'un arbre sur la timonerie d'un navire, lequel constituant un lieu de résidence	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LAVILLE COLLOMB Flora (Cour)
Défendeur	REGION BRETAGNE PARIS NORD ASSURANCES SERVICES	CABINET CAYOL PIERSON (Cour) CABINET CAYOL PIERSON (Cour)
02)	DOSSIER N° 2205702	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 13 septembre 2022 de la communauté d'agglomération Lamballe Terre et Mer portant rejet de procéder à une reprise des travaux effectués sur le cours d'eau de La Rosette, au droit de la parcelle ZA * située à Eréac, et en particulier par une réinstallation de buses	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	BL AVOCAT (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES LAMBALLE TERRE ET MER	SOCIETE DAVOCATS SEBAN ARMORIQUE (Cour)
03)	DOSSIER N° 2505404	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 3 juillet 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant expulsion du territoire français et retrait du récépissé de demande de renouvellement d'un titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BAUDET Sabrina
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 1804506	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande de condamner la chambre de commerce et d'industrie de Bretagne à indemniser les préjudices subis en raison d'un accident de travail survenu le 2 novembre 2015 et de la rétention, par cet établissement, des indemnités journalières versées par la caisse primaire d'assurance maladie d'Ille-et-Vilaine entre novembre 2015 et octobre 2017	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LARZUL-BUFFET-LE ROUX & ASSOCIES
Défendeur	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BRETAGNE	SOCIETE D'AVOCATS CORNET VINCENT SEGUREL (CVS)
05)	DOSSIER N° 2400906	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 14 décembre 2023 de l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN) portant refus de renouveler un détachement au sein de l'ENVSN jusqu'au 6 juillet 2024 avec réintégration au poste d'origine à l'issue de cette date et remise du logement de fonction.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	ARVIS & KOMLY-NALLIER, AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE	
06)	DOSSIER N° 2401028	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté TO n° 23-0517 du 26 décembre 2023 du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche prononçant le renouvellement d'un détachement à l'école nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN) pour une durée de six mois à compter du 7 janvier 2024.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	ARVIS & KOMLY-NALLIER, AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE	

09 heures 30

07) **DOSSIER N° 2401087** **RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux**

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision implicite du directeur de l'école nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN) portant rejet de protection fonctionnelle présentée le 27 octobre 2023.

Nom des parties

Demandeur Monsieur

Défendeur ECOLE NATIONALE DE VOILE ET DES SPORTS NAUTIQUES
MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Représentants des parties

ARVIS & KOMLY-NALLIER, AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)

CABINET D'AVOCATS COUDRAY

08) **DOSSIER N° 2401952** **RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux**

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 5 février 2024 du directeur de l'école nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN) portant refus de prononcer une intégration dans le corps des ingénieurs de recherche à la suite d'une période de détachement.

Nom des parties

Demandeur Monsieur

Défendeur MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE
ASSOCIATIVE
MINISTERE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
ECOLE NATIONALE DE VOILE ET DES SPORTS NAUTIQUES

Représentants des parties

ARVIS & KOMLY-NALLIER, AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)

09 heures 30

09)	DOSSIER N° 2403202	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 15 avril 2024 du président du tribunal judiciaire de Rennes et du procureur de la République près ce tribunal portant refus que la bâtonnière de l'Ordre des avocats du barreau de Rennes et ses délégués puissent exercer le droit de visite prévu par l'article 719 du code de procédure pénale dans les lieux de privation de liberté situés au sein des locaux du tribunal judiciaire de Rennes	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	MADAME LA BATONNIERE DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE RENNES ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE RENNES	SOCIETE D'AVOCATS ROGER-SEVAUX-MATHONNET (Conseil d'Etat) SOCIETE D'AVOCATS ROGER-SEVAUX-MATHONNET (Conseil d'Etat)
Intervenant	CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX ASSOCIATION DES AVOCATS PENALISTES (ADAP) LA CONFERENCE DES BATONNIERS DE FRANCE	SOCIETE D'AVOCATS LYON-CAEN & THIRIEZ Maître SPINOSI Patrice (Conseil d'Etat) SOCIETE D'AVOCATS CGCB COULOMBIE, GRAS, CRETIN, BECQUEVORT, ROSIER, SOLAND
Défendeur	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE RENNES GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
10)	DOSSIER N° 2407104	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 19 novembre 2024 de la société Orange portant exclusion temporaire de fonction pour une durée de 12 mois non assortie de sursis à compter du 25 novembre 2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	SOCIETE ORANGE	SOCIETE D' AVOCATS HMS

09 heures 30

11)	DOSSIER N° 2502796	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement n° 2101661, 2103348 du 29 septembre 2023 portant sur les décisions des préfets d'Ille-et-Vilaine et du Finistère par lesquelles ils ont mis en place et rendu obligatoire l'usage d'un téléservice pour l'obtention d'un rendez-vous et le dépôt de certaines demandes concernant la situation des étrangers résidant dans leur département respectif	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	CIMADE GISTI SAF LDH ADDE SECOURS CATHOLIQUE	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour) Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
12)	DOSSIER N° 2302582	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation des arrêtés du 9 mars 2023 du ministre du ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion et du ministre de la santé et de la prévention et du ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapés portant placement au 4ème échelon "HEB 2" du grade d'ingénieur général du génie sanitaire à compter du 1er septembre 2021 et au 4ème échelon "HEB 3" du même grade à compter du 1er septembre 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	AGENCE REGIONALE DE SANTE BRETAGNE MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE, DES SOLIDARITES ET DES FAMILLES	

09 heures 30

13)	DOSSIER N° 2304269	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du ministre de l'Intérieur suite au recours du 11 avril 2023 contre l'arrêté du 28 février 2023 portant prise en charge par voie de détachement sur corps et placement en détachement dans le corps d'Attaché d'administration de l'Etat à compter du 1er mars 2023, jusqu'au 29 février 2024, au grade d'attachée principale d'administration, 9ème échelon	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	DOREAN AVOCATS
14)	DOSSIER N° 2304371	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 9 juin 2023 du Conseil nationale des activités privées de sécurité (CNAPS) prononçant un blâme assorti d'une pénalité financière en qualité d'exploitant individuel de l'organisme de formation des activités privées de sécurité.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GUILLOU Damien
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	
15)	DOSSIER N° 2306829	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 18 octobre 2023 du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (SGAMI Ouest) confirmant l'avis d'inaptitude médicale à l'incorporation dans la police nationale, malgré la réussite aux épreuves de la session de septembre 2022 du concours de gardien de la paix, ensemble la décision du 3 juillet 2023 du préfet de la région Bretagne portant refus d'intégrer l'école de police	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	DEFFAIRI (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	

09 heures 30

16)	DOSSIER N° 2400271	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 16 novembre 2023 du ministère de l'intérieur portant rejet du recours gracieux du 2 novembre 2023 tendant à contester la décision du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest du 12 octobre 2023 rejetant une candidature à l'admission à la réserve opérationnelle de la police nationale	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS CASSEL
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
17)	DOSSIER N° 2400905	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 20 décembre 2023 du Centre ministériel de gestion (CMG) de Rennes (ministère des Armées) portant refus de se prononcer sur la reconnaissance d'imputabilité au service d'une maladie professionnelle survenue le 2 novembre 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	LAGRAVE - JOUTEUX (Cour)
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	
18)	DOSSIER N° 2401573	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du ministère des Armées portant refus d'une demande de temps partiel pour raison thérapeutique et de versement du plein traitement au titre de la décision du 30 mai 2023 portant décharge d'activité de service à temps partiel	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	LAGRAVE - JOUTEUX (Cour)
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

09 heures 30

19)

DOSSIER N° 2401197

RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 18 décembre 2023 du directeur de la direction départementale des territoires et de la mer portant refus d'attribution de l'indemnité au titre du complément indemnitaire annuel compte tenu d'une absence pour arrêt maladie à compter du 14 janvier 2022.

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Madame

Défendeur

PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA
MER DES COTES-D'ARMOR

Arrêté le 15/09/2025

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Le Roux, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

09 heures 30

20) **DOSSIER N° 2301279** **RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux**

Titre de l'affaire Demande d'annuler le titre de pension civile de retraite concédé par arrêté du 7 novembre 2022 en tant qu'il ne prend pas en compte la prime spéciale de sujétions pénitentiaires (majoration de pension prévue à l'article 76 de la loi n°85-1403 du 30 décembre 1985 de finances pour 1986), pendant la totalité des services au sein de l'administration pénitentiaire, ainsi que la décision du 10 janvier 2023 portant rejet de la demande de révision

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Madame

Maître DAUMONT ANAÏS (Cour)

Défendeur

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
SOVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE
GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

Arrêté le 17/09/2025

Le président du tribunal